

**CHUTE DE LA RHUE**

**Ensemble des accords en cours conclus par le concessionnaire au titre de la concession \***  
*(les avenants éventuels figurent dans le tableau)*

N° d'ordre	Coccontractant	Objet	Date signature	Date fin
1	GAZ DE FRANCE 19002 TULLE	Autorisation de superposition d'ouvrage public de distribution de gaz sur domaine hydroélectrique concédé.	09.04.2002	Fin de concession Substitution de l'Etat à l'échéance
2	Société Hydroélectrique du Midi (SHEM) 31000 TOULOUSE	Autorisation réciproque d'accès aux informations limnimétriques d'une station.	03.10.1994	A titre précaire et révocable
3	Commune de LANOIRE 15270 LANOIRE	Autorisation de passage de deux collecteurs du réseau communal d'assainissement.	04.03.1982	Reconduction tacite
4	SHEM 7, rue de la Dalbade - BP 403 31008 TOULOUSE CEDEX	Convention locale d'exploitation des installations hydroélectriques imbriquées SHEM/EDF "DORDOGNE-RHUES" établie en application de la convention nationale d'exploitation des installations hydroélectriques imbriquées SHEM/EDF du 30/04/2003.	10.10.2005	Fin de concession
5	Commune de LANOIRE Place de l'Eglise 15270 LANOIRE	Convention de superposition d'affectations sur le domaine public concédé à EDF relative à l'aménagement d'une voie communale	26.10.2015	Fin de concession Substitution de l'Etat à l'échéance
6	Commune de LANOIRE Place de l'Eglise 15270 LANOIRE	Convention d'occupation du domaine concédé relative à l'aménagement d'un abribus	30.12.2015	Reconduction tacite jusqu'à la fin de la concession

\* à la date du 15 octobre 2019

\*\* sur demande de l'Etat, les documents comptables correspondants disponibles pourront être communiqués

N° d'ordre	Cocontractant	Objet	Date signature	Date fin	
7	Pascal QUEYREL Chazel 69620 LEGNY	Convention financière déterminant une participation financière annuelle d'EDF à la remise en état du chemin de M. QUEYREL emprunté par EDF pour les besoins d'accès au barrage de Vauressaire et la réalisation d'opérations de relevés de mesures de débit	24.09.2012	Fin de concession	

Nota : aucune convention non mentionnée dans le tableau ayant expiré ou ayant été résiliée dans les 5 dernières années ne comporte des différends (amiables ou contentieux) non définitivement résolus.

\* à la date du 15 octobre 2019

\*\* sur demande de l'Etat, les documents comptables correspondants disponibles pourront être communiqués